

Le regard des Français sur les piscines municipales

1er baromètre IFOP pour PRESTALIS



 **Prestalis**[®]

#VivreNagerBougerAutrement

À partir de l'analyse détaillée et statistique des résultats du 1er baromètre IFOP pour PRESTALIS, réalisé en février 2026, vous, trouverez, mesdames et messieurs les élus ou représentants de l'État, ci-après les données-clés utiles pour améliorer votre analyse concernant les enjeux de ce service à la population.

**L'accès à une
piscine municipale
à proximité est
perçu comme
essentiel pour
les Français !
Un véritable
atout pour
une commune**



65 %
des Français
considèrent l'accès
à une piscine municipale
de proximité comme
important voire
prioritaire.

Cet attachement traverse toutes les catégories de population.

Dans le détail, ce sont les actifs de 35 à 49 ans qui sont les plus attachés à ce service (68%), une catégorie de Français incontournables pour les collectivités et municipalités car importante en nombre, occupée par la vie active et moins focus sur la qualité du service public hormis les services à l'enfance et au sport qu'elle juge comme prioritaires et essentiels.

En matière de sociodémographie, cet intérêt se manifeste particulièrement en Île-de-France, auprès des salariés du secteur public, des classes moyennes et des catégories populaires : plus de deux sur trois, à chaque fois.



94 %
des Français
qui s'y rendent
plusieurs fois par
semaine considèrent
que leur accès à
proximité devrait
être important voire
prioritaire.

Pourtant les piscines municipales
sont ressenties comme vétustes
alors que la qualité est
une préoccupation
majeure
des Français.

27 % des Français estiment leur piscine municipale vétuste.

Quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, cette perception est unanimement partagée. Il est toutefois particulièrement marqué chez les 35-49 ans (37%) et en zone urbaine dense (33%). Les Français qui n'ont pas d'activité professionnelle considèrent très largement que les piscines sont plus souvent vétustes (52%) car ils ont davantage l'occasion de s'y rendre régulièrement. Ils seront de manière générale plus sévères dans la gestion des communes et la qualité des services au public.



**La qualité s'impose
comme le premier
critère de choix pour
70 %
des Français,
confirmant que les
administrés préfèrent
aller dans une piscine
plus éloignée mais
rénovée.**

Les retraités, qui se déplacent très largement aux élections, sont davantage concernés par ce choix de la qualité : pour 81% d'entre eux la qualité est préférable à la proximité. Il y a donc chez cette catégorie de population un potentiel d'évitement des piscines vétustes et donc un vrai motif d'insatisfaction lors des élections.

La coopération public-privé est plébiscitée par les Français comme un levier d'efficacité, d'entretien et de maîtrise des dépenses publiques dans un contexte où les finances des communes sont de plus en plus contraintes

66 %
des Français
se déclarent favorables à
la délégation de service
public dans la gestion
des piscines municipales.

Ce sont les jeunes de moins de 35 ans, les actifs, les catégories populaires, les familles qui y sont les plus favorables ; il est à noter, par ailleurs, que ce principe est soutenu de manière transpartisane : 61% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon, 81% des électeurs d'Emmanuel Macron et 75% des électeurs de Marine Le Pen soutiennent cette idée.

Les principaux
avantages avancés
concernent la réduction
des coûts (23%) suivie
par la meilleure gestion
perçue de la piscine
municipale (18%) et du
meilleur entretien (17%).

86 %
des Français
souhaitent que leur
piscine municipale reste
ouverte même si le
budget de la commune
ne le permet pas.

Mais surtout 47%
préfèrent dans ce cas
qu'elle soit confiée à
une entreprise privée
spécialisée plutôt que
les horaires ou la qualité
soient réduits.

La volonté de maintenir une piscine ouverte traverse toutes les catégories socioprofessionnelles, tous les âges, toutes les appartenances partisans.
Dans ce cas, plus de la moitié des actifs, qu'ils soient indépendants, CSP+ ou ouvriers préfèrent que sa gestion soit confiée à une entreprise privée spécialisée.

C'est donc une véritable
alternative pour des
élus confrontés aux
difficultés budgétaires.

Une piscine municipale de qualité est un levier
pour mener des politiques ambitieuses auprès
de la jeunesse

Pour près d'un Français sur deux (47%), l'école n'a pas permis à leur enfant de bien savoir nager alors qu'il s'agit en principe d'une obligation légale.

Ce sentiment est notamment très fortement ancré chez les CSP + (60%) et dans les catégories populaires comme les ouvriers (52%). Les habitants des communes rurales, sans doute plus éloignées des infrastructures adaptées sont fortement touchés par ce sentiment : 53% d'entre eux considèrent que l'école n'a pas joué son rôle dans l'apprentissage de la nage.



86 % des Français souhaitent que l'apprentissage de la nage devienne une priorité nationale dès la sixième,

un consensus très large sur l'ensemble du territoire.

Une politique municipale autour de l'apprentissage de la nage pourrait ainsi toucher très largement une grande partie des familles.

Dans le détail, 95% des Français de plus de 65 ans mais aussi 70% des Français de moins de 25 ans plébiscitent cette attente mais aussi 86% des femmes, 91% des ouvriers et employés, 87% des sans-diplôme, ou encore 84% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon, 93% de ceux d'Emmanuel Macron, 94% des électeurs des Républicains et 86% de ceux de Marine Le Pen. Là encore, une belle opportunité de rassembler et de fédérer tous les Français autour d'une noble et juste cause, pour les maires de France et les présidences intercommunales et métropolitaines.





#VivreNagerBougerAutrement

Contacts

Direction du Développement **Julien Leplae** : jleplae@prestalis.com

Direction de la Communication **Christophe Legendre** : clegendre@prestalis.com

Relations Presse **Violaine Hacke** : violainehacke@gmail.com

